



agritrade

Le commerce ACP analysé et décrypté

janvier 1970



[UE](#) , [Afrique de l'Ouest](#) , [Accès au marché](#)

Le Sénégal risque de perdre son accès au marché européen des produits de la pêche en raison de l'octroi de licences illégales

07 septembre 2011

Une délégation de l'Union européenne a rencontré le ministère de la Pêche du Sénégal et des représentants du secteur de la pêche, pour les informer qu'elle menait des investigations sur les conditions de la présence de chalutiers étrangers pêchant les petits pélagiques dans les eaux sous juridiction sénégalaise, dans le contexte de la réglementation de l'UE contre la pêche INN.

La délégation de l'UE a exposé les risques de retrait de l'agrément communautaire pour l'exportation des produits halieutiques sénégalais, et de désignation du Sénégal comme État non coopérant au regard de la réglementation INN, compte tenu de la non conformité des autorisations de pêche accordées à ces navires avec la loi sénégalaise.

Les professionnels sénégalais de la pêche ont rappelé que le marché européen est leur principal marché d'exportation, en particulier pour la pêche artisanale qui contribue pour plus de 70 % aux exportations. Ils ont également rappelé que, depuis le début, ils ont averti les autorités du risque encouru en accordant illégalement ces licences à des chalutiers étrangers, tant vis-à-vis de la ressource stratégique que constituent les petits pélagiques que du secteur de la pêche.

Sources

Agence de presse sénégalaise, 'Octroi des licences de pêche: le CONIPAS craint de "perdre" le marché européen', Communiqué de presse, 14 juillet 2011

http://www.aps.sn/aps.php?page=articles&id_article=82399

Commentaire éditorial

Ceci montre le potentiel sous-utilisé de la réglementation INN. Elle pourrait retirer au Sénégal son agrément communautaire pour l'exportation sur base du fait que les autorités sénégalaises ont illégalement octroyé des licences de pêche. Si ce pas était franchi, ce serait la première fois qu'un pays ACP – en effet l'un des principaux exportateurs de poisson vers l'UE – se verrait interdire d'exporter par l'application de la réglementation INN.

Il est également important de noter que cet octroi controversé de licences concerne des espèces de petits pélagiques, une ressource cruciale pour la sécurité alimentaire en Afrique de l'Ouest, et un important stock cible pour le secteur artisanal sénégalais, le principal fournisseur du marché européen pour les espèces démersales. Si les exportations étaient interdites, ce secteur en pâtirait doublement. Premièrement, parce que les licences ont été octroyées à ses concurrents, des chalutiers congélateurs étrangers pêchant des petits pélagiques ; deuxièmement, parce qu'il ne pourra plus vendre son poisson sur le lucratif marché européen. Il n'est donc pas surprenant que les professionnels sénégalais de la pêche soient très préoccupés par l'issue de cette situation.

Lire aussi

Le secteur de la pêche namibien fait part de ses préoccupations concernant les négociations d'APE

Les institutions européennes préparent leur trilogue sur les conditions d'accès au marché pour les produits de la pêche

Préoccupations concernant le thon INN d'Afrique de l'Ouest entrant au Royaume-Uni

Le thon albacore de Fidji va obtenir la certification MSC, mais sera-t-il autorisé sur le marché de l'UE ?

Le directeur des PNA remet en question l'approche des PACP dans le cadre des négociations d'APE sur la pêche

<http://agritrade.cta.int/>

Centre Technique de Coopération Agricole et Rurale (CTA) (ACP-UE Accord de Cotonou) Droit d'auteur CTA © 2011